

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs les Secrétaires d'État,
Monsieur le Maire,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je veux tout d'abord vous dire mon plaisir d'être parmi vous aujourd'hui et vous remercier de m'avoir invité à intervenir dans vos débats.

C'est à chaque fois un ravissement pour moi d'être au Portugal, et en particulier cette belle ville de Cascais dans laquelle je viens toujours avec bonheur. Je veux donc vous remercier chaleureusement de votre accueil.

Je n'oublie pas que c'est tout près d'ici que de grands explorateurs se sont jadis lancés autour du globe, faisant du Portugal une grande nation maritime. Et je suis heureux de constater que ce pays, prépare de nouveau son avenir en regardant vers l'océan.

Je veux remercier également Pierre et Véronique Erwes, que je retrouve une fois de plus avec autant de plaisir, puisqu'ils sont des partenaires fidèles de ma Fondation et que nos routes, se croisent souvent autour des mêmes enjeux et des mêmes espoirs...

Cela fait en effet des années que je suis avec attention les initiatives et les réussites de Biomarine . Le succès de cette International Business Convention ne fait que confirmer la grande qualité du travail de ses dirigeants et le formidable potentiel que recèlent les sujets qui nous réunissent...

C'est ce potentiel que je voudrais aujourd'hui évoquer avec vous.

Il ne s'agit pas de vanter les mérites de perspectives technologiques et industrielles que vous connaissez mieux que moi. Il s'agit de faire comprendre que le projet Biomarine, s'il s'inscrit dans une logique commerciale et entrepreneuriale pertinente, me semble aussi et peut être surtout répondre à une nécessité politique.

Le pari des bio-ressources marines n'est en effet pas seulement celui d'une source d'approvisionnement supplémentaire pour une humanité toujours plus vorace et à la recherche de nouvelles manières de satisfaire ses appétits.

Ce pari correspond bien davantage pour moi au choix de répondre aux défis du présent par des solutions d'avenir, à la volonté de trouver des réponses enfin différentes aux problèmes que nous connaissons.

Ce pari, je voudrais le résumer en trois mots : lucidité, responsabilité et inventivité. Ces trois mots incarnent pour moi - et je crois pour nous tous - des exigences profondes. Et ils trouvent ici, dans les sujets qui nous réunissent aujourd'hui, une occasion unique de s'incarner, concrètement et positivement.

La lucidité, tout d'abord.

Ce qui fait la première force des bio-ressources marines, ce ne sont pas seulement les promesses nombreuses qu'elles recèlent. Ce qui rend leur développement et leur essor inéluctables, c'est d'abord et avant tout l'observation lucide du monde tel qu'il va.

Car ce monde est un mode de rareté, sinon encore de pénurie, comme en témoignent la situation des principales ressources dont nous dépendons.

Je pense à l'énergie, bien sûr. Alors qu'elle représente la première condition de l'amélioration de la vie des populations et de l'émancipation des individus, nous constatons jour après jour les limites du système énergétique actuel, fondé sur des ressources à la fois trop rares pour satisfaire pleinement les hommes, toxiques pour l'environnement et en voie d'épuisement...

Et je pense également à l'alimentation, dont nous savons tous qu'elle est aujourd'hui l'une

satisfaisant pleinement les hommes, les femmes, les enfants pour l'environnement et en voie d'épuisement...

Et je pense également à l'alimentation, dont nous savons tous qu'elle est aujourd'hui l'une des principaux défis adressés à l'équilibre de notre monde et qu'elle le sera plus encore dans les prochaines années et les prochaines décennies.

Avec bientôt neuf milliards d'humains sur cette Planète, avec des besoins et des standards alimentaires qui heureusement s'élèvent, avec des pratiques qui s'uniformisent, la question de l'alimentation s'impose comme l'un des grands défis de ce siècle.

Or, le système actuel aboutit à la destruction annuelle de 0,5% de nos terres arables, soit 30 millions d'hectares, c'est-à-dire près la superficie de l'Italie ! A ce rythme, c'est 50% des terres de la Planète qui auront été épuisées dans 100 ans... L'irrigation qui lessive les sols, l'urbanisation qui les grignote, les pollutions qui les abîment sont autant de causes à cette catastrophe aujourd'hui quasiment certaine.

Et les ressources marines ne sont pas mieux loties, puisque leur exploitation est encore trop dominée par la surpêche et une aquaculture irresponsable...

En 2011, 400 experts internationaux de plus de 35 pays sollicités par le Royaume-Uni arrivaient d'ailleurs à cette conclusion alarmante, et qui est hélas passée à peu près inaperçue : Sans changer nos pratiques nous avons vingt ans pour produire 40% d'aliments en plus et 50% d'énergie supplémentaire...

Ces chiffres, Mesdames et Messieurs, doivent nous conduire à dresser un constat lucide de notre situation : celui d'une impossible équation entre une offre vouée à diminuer et une demande en constante expansion.

C'est pourquoi il serait vain et illusoire de vouloir répondre aux crises actuelles en prônant une décroissance que peu de gens souhaitent et dont tout prouve surtout qu'elle est impossible. Pour assurer la survie des milliards d'humains vivant sur cette Planète et plus encore de ceux qui vivront après nous, nous n'avons d'autre choix que de faire évoluer nos comportements et de trouver des ressources nouvelles.

Parmi celles-ci, les bio-ressources marines sont évidemment appelées à occuper une place très importante, autant par leurs potentialités nombreuses que par l'ampleur des volumes dont nous pouvons à terme espérer disposer.

Mais il ne s'agit pas pour autant de les exploiter en faisant perdurer un système dont les contradictions sont si criantes. Après avoir pillé la terre et de nombreuses ressources maritimes, en particulier halieutiques, il serait proprement suicidaire de commencer aujourd'hui à épuiser ces nouvelles richesses à peine explorées...

C'est le second principe que je voulais évoquer : celui de la responsabilité.

Il nous oblige à mettre au point dès aujourd'hui un certain nombre de garanties et de mécanismes pérennes qui seuls assureront une utilisation raisonnable et durable de ces nouvelles ressources que nous voyons se présenter à nous.

Ces garanties doivent provenir pour l'essentiel de traités internationaux. Des traités qui, à l'heure actuelle, demeurent nettement insuffisants... aussi bien d'ailleurs face aux défis que nous connaissons déjà, ceux du changement climatique, ou des atteintes à la biodiversité, que face aux nouveaux enjeux qui nous occupent aujourd'hui !

Le principal d'entre eux est bien entendu la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ce texte, vous le savez, est aujourd'hui l'objet d'un travail important aux Nations-Unies, auquel la Principauté de Monaco participe. Car nous souhaitons l'améliorer, de manière à le à lui permettre de mieux prendre en compte des questions essentielles, comme celle du plateau continental étendu, qui détermine notamment la capacité des Etats à s'approprier les ressources sous-marines. Mais aussi Plus largement, c'est le statut de la haute mer et de l'utilisation de ses ressources qui doit être établi et réglementé par un instrument juridique clair. Je rappelle que la fragmentation de la gouvernance des océans et de leurs ressources rend les choses complexes. La FAO s'occupe de la gestion des pêches, le PNUE d'environnement, l'OMI de navigation, l'UNESCO des questions scientifiques...

Quant à l'Autorité Internationale des Fonds Marins elle-même, elle n'a de pouvoir qu'en matière de ressources minérales, ce qui fait qu'aucune instance n'est compétente en ce qui concerne l'exploitation des bio-ressources dans les eaux internationales...

Il y a là un travail important à faire, qui hélas ne pourra aboutir rapidement. Nous constatons à chaque sommet international combien les difficultés sont grandes, les blocages nombreux. Face à cette situation, les différents Etats font de nombreuses déclarations d'intention, mais

Il y a là un travail important à faire, qui hélas ne pourra aboutir rapidement. Nous constatons à chaque sommet international combien les difficultés sont grandes, les blocages nombreux. Face aux intérêts divergents des différents Etats, face aux illusions de crises d'apparence plus urgentes, la communauté internationale peine à se mettre d'accord sur l'environnement.

C'est pourquoi des mesures peuvent et doivent être prises à une échelle locale, voire nationale.

Je pense à la préservation de certaines ressources rares ou encore à l'attention particulière que nous devons porter à certaines régions très fragiles. Nous disposons pour cela du système des aires marines protégées, dont le principe doit être étendu, et concerner l'ensemble des activités liées à la mer. En l'absence de certitude, l'exploitation des bio-ressources elle-même doit, comme toutes les activités économiques, respecter certaines zones sensibles dont l'avenir est essentiel à l'humanité tout entière.

C'est pourquoi je me mobilise, avec ma Fondation et dans les enceintes multilatérales, en faveur de ces aires marines protégées, qui connaissent aujourd'hui un essor important. Mais, avec 2,3% des surfaces maritimes du globe aujourd'hui sous statut protégé, nous sommes encore loin du compte. Les objectifs fixés lors de la Conférence de Nagoya en 2010 prévoyaient je vous le rappelle de passer à 10% des superficies marines d'ici à 2020, ce qui est en soi encore insuffisant, alors que 20% seraient à mon sens plus adaptés... Il est donc essentiel de maintenir la mobilisation sur ce sujet.

D'autres mesures de garantie doivent être inventées, testées et développées, des mesures plus fines, inventives et inédites, fondées sur une meilleure connaissance scientifique des mécanismes à l'œuvre et sur la mise en place de solutions techniques plus sûres : c'est le troisième principe que je voulais évoquer aujourd'hui, celui de l'innovation.

Cette innovation relève aussi de la responsabilité des dirigeants politiques, qui doivent inventer de nouvelles manières de protéger les mers.

C'est en ce sens que ma Fondation a lancé l'an dernier, avec les gouvernements Français et monegasques, un fonds fiduciaire méditerranéen qui vise à financer le développement d'aires marines protégées en Méditerranée et à favoriser leur fonctionnement en réseau.

Il s'agit-là d'un exemple parmi d'autres, un exemple de l'inventivité dont nous devons collectivement faire preuve pour inventer une croissance bleue.

Cette inventivité passe également beaucoup par la recherche, qu'il est de la responsabilité des dirigeants politiques de favoriser. C'est ce qui est fait à Monaco, en accueillant de nombreux laboratoires et événements scientifiques internationaux, et en contribuant, à de nombreux programmes de recherche à travers le monde, notamment sur les questions maritimes.

Mais choisir l'innovation, c'est surtout faire confiance aux entreprises. Car le principe d'innovation est au cœur de leur démarche. C'est lui qui garantit leur succès, lui qui les guide au quotidien. C'est pourquoi je crois que les entreprises doivent être associées pleinement à l'objectif d'une nouvelle croissance, cette croissance bleue dont elles doivent être les principaux acteurs et les premiers bénéficiaires.

Alors que les crises actuelles nourrissent les doutes sur l'utilité sociale et la responsabilité des entreprises, alors qu'elles sont si souvent décriées, l'occasion leur est donnée de faire la preuve de leur utilité.

Le champ immense des bio-ressources marines, c'est en effet aux entreprises qu'il appartient de l'explorer et de le mettre en valeur, de manière responsable et durable, pour le bénéfice de tous. Elles seules ont les capacités de faire correspondre les exigences de la Planète et les attentes quotidiennes des consommateurs. Elles seules sont capables d'entraîner au quotidien des hommes et des femmes, qui ont soif de progrès mais ne veulent pas détruire le patrimoine des générations futures...

C'est pourquoi je soutiens Biomarine et le projet qu'elle porte, le projet dont vous êtes les acteurs. Et c'est pourquoi, avec ma Fondation, j'ai choisi de participer à la création de Biomarine International Clusters Association. Car la croissance que j'appelle sera faite de réseaux, de mises en commun, d'accès partagé à l'information, pour tous, dans l'intérêt de tous.

Pour cela, Biomarine est un formidable catalyseur de ces énergies nouvelles, un catalyseur que nous devons nourrir et encourager, en étant nous-mêmes des acteurs responsables du développement de nos océans.

C'est une nécessité pour nous, pour nos enfants, et pour les océans eux-mêmes !

que nous devons nourrir et encourager, en étant nous-mêmes des acteurs responsables du développement de nos océans.

C'est une nécessité pour nous, pour nos enfants... et pour les océans eux-mêmes !

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Lucides sur la situation de notre terre, responsables face aux perspectives de nouvelles ressources, inventifs face aux défis posés par ces ressources, nous serons j'en suis sûr capables de répondre aux défis de ce siècle.

C'est bien sûr un chemin difficile. Mais c'est un chemin à notre portée, si nous nous donnons les moyens de le suivre. En avons-nous le choix ?

Pour que notre monde de ressources rares puisse continuer à vivre en paix, à offrir le progrès et l'espoir au plus grand nombre, nous sommes contraints à avancer.

Comme le disait Winston Churchill, "We must take change by the hand or rest assuredly, change will take us by the throat."

Les bio-ressources marines doivent nous aider à prendre ce changement par la main, et Biomarine peut nous y aider ! C'est le sens de notre présence à tous ici aujourd'hui.

Je vous remercie.